



OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

.....
Commissariat Général

.....
Commissariat des Services Généraux

Sollicitation publique de manifestations d'intérêt

Recrutement d'un Cabinet pour la réingénierie des procédures en vue de la mise en place d'un système de Gestion Electronique des Documents (GED) au sein de l'Office Togolais des Recettes (OTR).

AMII N° 001/2019/OTR/CG/CSG/DAL/DAMP

1. L'Office Togolais des Recettes (OTR) a obtenu dans le cadre de son budget Gestion 2019, des fonds afin de financer la réingénierie des procédures en vue de la mise en place d'un système de Gestion Electronique des Documents (GED), et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché de services de prestations intellectuelles : **Recrutement d'un Cabinet pour la réingénierie des procédures en vue de la mise en place d'un système de Gestion Electronique des Documents (GED) au sein de l'Office Togolais des Recettes (OTR).**

2. Les services comprennent : (i) l'examen et l'analyse détaillée des processus métiers (opérationnels et administratifs) identifiés à être implémentés dans la solution GED ; (ii) l'analyse des processus métiers ciblés en conformité avec la stratégie de l'OTR, son système de management de la qualité, les standards internationaux et son système d'information ; (iii) l'assistance de l'OTR dans la documentation des processus métiers ciblés, la spécification des exigences métiers et la stratégie digitale sur laquelle reposera la plate-forme et le programme de transformation de l'OTR ; (iv) proposition des architectures cibles en suivant les standards d'Architecture d'entreprise (applicatif, données, techniques, intégrations, sécurité) adaptée aux besoins de l'Office ; et (v) l'élaboration des spécifications fonctionnelles et techniques de la plateforme GED cible (voir TdR) en une mission pour une durée de **quatre (04) mois**.

3. Les candidats intéressés sont invités à manifester leur intérêt pour la prestation des services décrits ci-dessus en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services.

4. Les candidatures seront évaluées sur la base des critères ci-après :

-- la nature des activités du candidat et le nombre d'années d'expérience : **15 points requis**

En rapport à ce critère, les candidats doivent fournir les documents indiquant la nature de leur activité ainsi que l'année de leur création.

- Les références du candidat concernant l'exécution des missions de réingénierie des procédures en vue de la mise en place d'un système de Gestion Electronique des Documents (GED) : **45 points requis**

Pour apprécier les candidats par rapport à ce critère, il est demandé aux candidats de prouver qu'ils ont mené au moins trois (03) missions de réingénierie des procédures en vue de la mise en place d'un système de Gestion Electronique des Documents (GED).

- l'organisation technique et managériale du cabinet : **10 points requis**

Les candidats doivent fournir une présentation claire de leur organisation (organigramme à l'appui) managériale, matérielle etc...

- les qualifications générales et le nombre de personnels professionnels : **30 points requis**

Afin d'apprécier la qualification du personnel professionnel permanent, les candidats fourniront les copies des diplômes de tout le personnel proposé avec leurs CV.

5. Il est demandé aux candidats de fournir ces informations en ne dépassant pas **cinquante (50) pages**. Les candidats peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives.

6. Une liste restreinte de six (06) candidats présentant au mieux les aptitudes requises pour exécuter les prestations sera établie par l'Autorité contractante ; ces candidats présélectionnés seront ensuite invités à présenter leurs propositions techniques et financières et un candidat sera sélectionné selon la méthode de : « *Sélection au Moindre Coût (SMC)* ».

Les pièces administratives suivantes sont à fournir :

a) Pour les candidats communautaires

1- Une (1) copie certifiée de la Carte d'Opérateur Economique ou toute pièce équivalente en cours de validité ;

2- Un (1) extrait du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCC) ;

3- Une (1) attestation de non faillite datant de moins de trois (03) mois ;

4- Un (1) original du Quitus fiscal datant de moins de trois (03) mois ;

5- Une (1) attestation de l'Inspection du Travail et des Lois Sociales (ITLS) datant de moins de trois (03) mois ;

6- Un (1) Quitus social datant de moins de six (6) mois ;

7- Un (1) original de l'attestation du paiement de la taxe parafiscale de régulation.

b) Pour les candidats étrangers

1- Un (1) extrait du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) ;

2- Une (1) attestation de non faillite datant de moins de trois (03) mois dans le pays d'origine du candidat ;

3- Un (01) original de l'Attestation de paiement de la taxe parafiscale de régulation sur des marchés antérieurs (à compter de septembre 2011). A l'exception du quitus fiscal et de l'attestation de paiement de la taxe parafiscale de régulation qui doivent être fournis en original toutes les autres pièces peuvent être des copies légalisées.

7. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : **08 h 00 à 12 h 00 et de 15 h à 17 h 00 (heure locale) du lundi à vendredi**. Les termes de référence sont disponibles à la même adresse.

8. Les manifestations d'intérêt rédigées en français devront être déposées sous plis fermés, par courrier ou par mail à l'adresse, mentionnée ci-dessous au plus tard le **25 mars 2019 à 16 heures 00 min**, heure locale et porter expressément la mention :

« **RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LA REINGENIERIE DES PROCEDURES EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE GESTION ELECTRONIQUE DES DOCUMENTS (GED) AU SEIN DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES (OTR)** »

A l'attention de :

Monsieur le Commissaire des Services Généraux,
Personne Responsable des Marchés Publics
Office Togolais des Recettes, Commissariat Général
41, Rue des Impôts, 02 B. P. : 20823 Lomé - TOGO
Tél : (+228) 22 53 14 00 -
E-mail: hdjobo@otr.tg/matikpui@otr.tg

Fait à Lomé, le 26 février 2019
La Personne Responsable des Marchés Publics

Philippe Kokou B. TCHODIE